

Chère cliente, cher client,

Voici le contenu de notre lettre d'information pour le 3^e trimestre 2018 :

1. Bilan du 3^e trimestre
2. Revue macro-économique
3. Stratégie de placement obligataire
4. Stratégie de placement actions
5. Performances

Bilan du 3^e trimestre

Le tableau suivant illustre les performances des principaux indices de marché pour le 3^e trimestre de 2018, de même que celles pour 2017 :

Région / pays	Indice	Devise	Performances 3 ^e trimestre 2018 (%)	Performances 2017 (%)
France	CAC 40	€	3,4	6,3
Allemagne	DAX	€	-0,5	-5,2
Actions zone euro	Euro Stoxx 50	€	0,4	0,0
Obligations zone euro	Euro MTS 7-10 ans	€	-1,1	-0,5
États-Unis	S&P 500	\$ US	7,7	10,6
Canada	S&P/TSX Composite	CAD	-0,6	1,4
Royaume-Uni	FTSE 100	GBP	-0,7	0,9
Japon	Nikkei 225	Yen	8,8	7,7
Monde	MSCI Monde	\$ US	5,1	5,9
Marchés émergents	MSCI Marchés Émergents	\$ US	-1,0	-7,5

Si le troisième trimestre de l'année a été marqué par des performances boursières contrastées, le S&P 500 (principal indice boursier américain) s'est particulièrement distingué, avec une performance de près de 8 %. L'indice boursier nippon (Nikkei 225) a également sensiblement progressé, pour atteindre un haut de près de 27 ans ! Aussi et à titre d'information, la hausse du marché boursier américain est la plus longue de l'histoire (début de la hausse

en mars 2009). Du reste, les actions de la zone euro ont fait du surplace sur la période, en raison des incertitudes en provenance de l'Italie.

Les obligations de la zone euro pâtissent cependant toujours de la faiblesse des taux d'in-

térêts, bien qu'ils aient récemment entamé un mouvement à la hausse : c'est ce qui explique leur performance de -1,1 % sur le trimestre.

Revue macro-économique

Au niveau global, le rebond de l'activité économique se poursuit, et la croissance devrait atteindre 3,9 % cette année,

tout comme en 2019.

Zone euro

Au sein de la zone euro, la croissance économique et l'inflation poursuivent leur redressement, quoique la récente hausse de l'inflation soit principalement tributaire de la hausse des coûts liés à l'énergie. Aussi, le taux de chômage pour-

SIÈGE SOCIAL

94, rue de Courcelles
75008 Paris

Téléphone : 01 44 15 81 81
www.optimumfinanciere.fr



Lettre d'information info

suit sa baisse (à 8,2 %, le plus faible niveau enregistré depuis 2008). Pour ce qui est de la politique monétaire menée par la *Banque Centrale Européenne* (« BCE »), il est anticipé que les mesures d'assouplissement quantitatif disparaîtront graduellement : en premier lieu, les injections de liquidités mensuelles passent de 30 Mds € à 15 Mds € à compter du 1^{er} octobre, pour cesser complètement au 31 décembre 2018. Par la suite, La BCE devrait remonter son taux directeur à la fin de l'été 2019. Cependant, la taille du bilan de l'institution demeurera inchangée, et il est possible que les échéances au sein du bilan (dont la taille avoisine les 2 500 Mds €) soient réinvesties dans des titres de plus longue échéance, ce aussi longtemps que l'institution le jugera nécessaire, de façon à maintenir les taux longs à des niveaux relativement faibles.

En France, l'économie et l'emploi poursuivent leur redressement – Paris verra d'ailleurs la création d'au moins 10 000 nouveaux emplois directs en provenance du Royaume-Uni (en raison du *Brexit*) au cours des prochaines années. Sur le front politique, les réformes du gouvernement *Macron* se poursuivent : le prélèvement à la source entrera bel et bien en vigueur le 1^{er} janvier 2019, et sa mise en œuvre devrait être contrebalancée par le versement d'une partie des crédits d'impôts acquis en 2018 dès le 15 janvier 2019. En ce qui a trait à l'actualité des entreprises, mentionnons que *Solvay* a laissé sa place à *Dassault* au sein du CAC 40, alors que *LVMH* est devenue la première capitalisation boursière de l'indice. Aussi, les principaux fabricants automobiles (*Renault* et *Peugeot*) ont publié de bons résultats, tout comme les sociétés du secteur des services financiers.

L'Allemagne, est bien sûr au cœur du conflit commercial qui oppose l'*Union européenne* (« UE ») face aux États-Unis ; afin de désamorcer ce conflit, *Angela Merkel* s'est dite prête à négocier une baisse généralisée des taxes sur l'automobile. Au niveau de l'actualité des entreprises, les réassureurs font bonne figure, *Hannover RE* et *Munich RE* notamment. Aussi et au sein du secteur bancaire, *Deutsche Bank* poursuit toujours son plan de redressement, et pourrait à terme fusionner avec *Commerzbank* afin de créer un véritable poids lourd bancaire.

En Italie, la situation est nettement plus compliquée et évolue pratiquement à tous les jours. Sur le plan économique, la croissance demeure toujours modeste (1,3 % en 2018), quoique le système bancaire poursuive son assainissement (baisse des créances douteuses). Cependant et sur le front politique, les partis « antisystème » ont pour l'instant gagné le bras de fer contre le ministre des Finances relativement au déficit : ce dernier devrait atteindre 2,4 % du *Produit Intérieur Brut* (« PIB ») en 2019. Les principaux éléments portant sur la hausse des dépenses sont l'implantation d'un revenu universel, un allègement des critères de départ à la retraite pour 400 000 personnes, sans compter sur la hausse des dépenses d'infrastructures. Au niveau de l'actualité des entreprises, les sociétés du secteur des services financiers ont pâti des tensions sur les taux italiens, *Generali* et *Unicredit* notamment.

En Espagne, si la croissance se maintient à un niveau relativement robuste, le déficit public est en hausse (à 2,7 % du PIB). Du reste, *Banco Bilbao Vizcaya Argentaria* (l'une des principales banques du pays) a vu sa notation revue en



Lettre d'information info

baisse, en raison de son exposition à l'une des principales banques turques.

En Grèce, l'économie sort tranquillement de sa torpeur, ce qui a été souligné par les principales agences de notation. Incidemment, le pays est finalement « sorti » des divers programmes d'aide dont il a bénéficié depuis plusieurs années, et pourrait retourner prochainement sur le marché de la dette.

États-Unis

Au niveau politique, l'administration *Trump* a montré ses muscles vis-à-vis de ses principaux partenaires commerciaux, à commencer par la Chine. En effet, des tarifs douaniers sur plus de 200 Mds USD de biens sont entrés en vigueur le 19 septembre dernier à un taux de 10 %, taux qui devrait être relevé à 25 % au 1er janvier 2019. Sur le plan économique, tous les signaux (ou presque) sont au vert : les créations d'emplois sont robustes, tandis que l'indice de confiance du *Conference Board* est à un plus haut de 18 ans. Aussi, l'inflation est à un plus haut de 10 ans et les tensions salariales apparaissent. Le seul élément de vigilance est le cours de l'immobilier, les prix ayant fortement augmenté au cours des dernières années.

Finalement et conséquence de la réforme fiscale de *Donald J. Trump* (une de ses promesses de campagne), les grands groupes américains ont rapatrié plus de 200 Mds USD de profits en provenance de l'étranger (sur un total de 1 000 Mds USD) pour les six premiers mois de l'année. Fait marquant, la fortune personnelle du fondateur d'*Amazon* (*Jeff Bezos*) s'élève maintenant à 150 Mds USD alors que sa société a pour la première fois passée la barre des 1 000 Mds USD de capitalisation boursière.

En ce qui a trait à la politique monétaire, la *Réserve Fédérale* a haussé son taux directeur pour la 3^{ème} fois cette année (le 26 septembre dernier), ce qui provoque un aplatissement de la courbe des taux d'intérêts (la faiblesse des taux d'intérêts européens continue d'attirer les capitaux sur le marché obligataire américain). Si un tel aplatissement est habituellement le précurseur d'une récession, il est généralement admis qu'un tel signal est beaucoup moins fort aux États-Unis qu'ailleurs dans le monde. Finalement, le bilan de la *Réserve Fédérale* se réduit au rythme de 50 Mds USD par mois, étant donné le non-réinvestissement des échéances.

Canada

Sur le plan économique, la croissance est solidement ancrée, comme en font foi le taux de chômage (à 5,8 %, le plus faible taux depuis les années 1970) et l'inflation (à 3 %). Incidemment, la *Banque du Canada* a haussé son taux directeur de 0,25 % le 11 juillet dernier, pour le porter à 1,50 % (4^{ème} hausse depuis le début du resserrement monétaire initié en juillet 2017).

Sur le front politique, l'actualité a été chargée, la renégociation de l'*ALENA* ayant tenu le pays en haleine au cours des derniers mois. Le nouvel accord, scellé le 30 septembre dernier et qui s'appelle maintenant *Accord États-Unis - Mexique - Canada (AEUMC)*, donnera pour les producteurs américains un accès partiel au marché des produits laitiers au Canada (soit environ 16 Mds USD par an) et l'annulation des tarifs douaniers sur le secteur automobile canadien.

Au niveau de l'actualité des entreprises, les grandes banques affichent de façon générale des résultats en hausse alors que *Bombardier*



Lettre d'information

info

profite pleinement de l'arrivée d'*Airbus* au capital du programme *C-Series* (l'avion ayant été rebaptisée *A 220*).

Royaume-Uni

Politiquement, la situation au sein du Royaume-Uni demeure très compliquée ; en effet et ce plus de 2 ans après le vote sur le *Brexit*, *Theresa May* est dans une position fragile, prise entre les autres partis qui souhaitent ni plus ni moins un *Brexit* « dur » ou un nouveau référendum, tandis qu'elle souhaite plutôt le maintien des relations commerciales aussi étroites que possibles avec l'*UE*. Pour rappel, la date officielle de sortie du Royaume-Uni de l'*UE* est le 29 mars 2019.

Sur le plan de la politique monétaire, la *Banque d'Angleterre* a remonté son taux directeur de 0,25 % le 2 août dernier pour le porter à 0,75 %, à la faveur d'un rebond de l'inflation.

Japon

L'économie nippone, après un passage à vide au 1^{er} trimestre, a retrouvé des couleurs à la faveur d'une croissance du *PIB* de 3 % au second trimestre de l'année, évitant *de facto* une récession. Autre élément positif, les salaires ont enregistré leur plus forte hausse en 21 ans.

Sur le front politique, un accord commercial avec l'*UE* a été conclu. Le *JEFTA* (*Japan - EU Free Trade Agreement*) prévoit notamment la disparition progressive de droits de douanes sur de nombreux produits, alors que les exportations de biens et de services de l'*UE* à destination du Japon représentent 86 Mds € par an. Si c'est le secteur agro-alimentaire européen qui est le plus favorisé par l'accord, le *JEFTA* est un signal envoyé à l'unilatéralisme de *Donald J. Trump*.

Pays émergents

Les pays émergents ont défrayé la chronique tout au long du trimestre, à commencer par la Turquie. En effet, la devise du pays (*Lire*) a perdu plus de 35 % de sa valeur face au dollar américain cette année, sur fond de conflit commercial avec les États-Unis et de crise de gouvernance. Si la *Banque Centrale de la République de Turquie* a vu son indépendance remise en cause par les marchés en maintenant inchangé son taux directeur alors qu'une hausse était attendue le 24 juillet dernier, elle a finalement dû plier, en le haussant de 6,25 % pour le porter à 24 % un peu plus tard en septembre.

En Chine, les choses sont aussi très compliquées en raison du conflit commercial avec les États-Unis ; la croissance économique a nettement ralenti, alimentant la sortie de capitaux du pays. Aussi, le marché boursier chinois (indice boursier *CSI 300*) a perdu 15 % de sa valeur en 2018.

Finalement, l'Argentine a aussi vu sa devise se déprécier fortement face au dollar américain et le taux directeur de la *Banque Centrale d'Argentine* est maintenant à 60 % !

Ainsi et de façon générale, les banques centrales des pays émergents doivent adopter des politiques monétaires plus restrictives, ce afin d'attirer les investisseurs étrangers et enrayer la chute de leur devise.

Gestion obligataire

Malgré la faiblesse des taux d'intérêts au sein de la zone euro, la popularité de l'assurance-vie en France ne se dément pas (la collecte nette cette année s'élève à plus de 17 Mds €). Les assureurs-vie voient, par contre, toujours leur rentabilité sous pression



Lettre d'information info

en dépit d'une réallocation des contrats vers les supports en unités de compte.

Plus que jamais, la gestion obligataire est un véritable défi cette année, nos portefeuilles affichant une performance légèrement négative sur l'année. Bien que notre durée moyenne soit relativement courte, les soubresauts en provenance de l'Italie ont eu pour effet de diriger les investisseurs vers les actifs « refuge » (les obligations émises par la France et l'Allemagne, notamment), au détriment des actifs plus risqués. Nous avons, par conséquent, repositionné le portefeuille afin d'avoir une exposition en obligations émises par la France au cours du trimestre.

Depuis les élections italiennes, la volatilité sur les actifs italiens ne s'est pas faite attendre et s'est accentuée à la fin du 3^{ème} trimestre. Néanmoins, une sortie de l'Italie de la zone euro ainsi qu'un défaut sur la dette semblent très peu probables. En effet, le droit de veto du président et le poids de l'économie italienne dans la zone euro poussent les institutions européennes à soutenir le pays et sa solvabilité. Dans ces conditions instables cependant, notre exposition au souverain italien demeure très modeste.

Du reste, nous demeurons surpondérés d'émetteurs financiers français, notamment les banques car elles offrent une rémunération très attractive dans un univers de taux bas.

Gestion actions

Le positionnement de nos portefeuilles d'actions a peu évolué au cours du trimestre : ceux-ci demeurent toujours surpondérés des actions européennes au détriment des actions américaines, étant donné leur valorisation d'une part, et d'autre part afin de gérer le risque de fluctuations des devises. Cependant, nous avons investi à la marge et sur opportunité dans des actions de pays émergents, au détriment des actions nippones.

En actions canadiennes, nous avons vendu notre position dans *CI Financial Corp*, une société de gestion de placements, suite à une détérioration du modèle d'affaires et un manque de visibilité sur les résultats de la compagnie. Aussi, nous avons clôturé nos positions dans *MTY Food Group*, exploitant de restauration rapide et *Richelieu Hardware*, fabricant et importateur de quincaillerie, et avons initié une position tactique dans *Franco-Nevada Corporation*, société d'investissement dans l'extraction d'or et de matières premières, afin de profiter d'un rebond du prix de l'or.

Lettre d'information info

Performances de nos Fonds Communs de Placements et des contrats multisupports commercialisés par Optimum Vie

	Année 2018	Au 31 décembre 2017			
		sur 3 ans	sur 5 ans	sur 8 ans	
OPCVM	Optimum Actions	4,01 %	16,50 %	41,15 %	33,00 %
	Optimum Actions Internationales	2,66 %	16,43 %	54,66 %	73,64 %
	Optimum Obligations	-1,73 %	2,80 %	11,81 %	27,04 %
	Optimum Patrimoine	0,68 %	11,72 %	38,46 %	57,33 %
	Optimum Actions Canada (Part R)	-2,95 %	4,12 %	s. o.	s. o.
	Optimum Court Terme	-0,22 %	0,03 %	0,22 %	1,65 %
Profils d'investisseurs	Fonds en Euros	s. o.	5,87 %	11,83 %	23,03 %
	Profil Prudence	0,01 %	8,21 %	27,03 %	41,38 %
	Profil Équilibre	1,07 %	10,73 %	33,05 %	43,91 %
	Profil Diversifié	0,68 %	11,72 %	38,46 %	57,33 %
	Profil Dynamisme	3,07 %	15,99 %	46,96 %	53,72 %

Notes :

- Les informations indiquées dans ce document complètent les publications réglementaires, disponibles sur demande auprès d'Optimum Gestion Financière S.A. ;
- Les performances passées ne préjugent pas des performances futures ; de plus, les performances des contrats en unités de compte sont hors prélèvements sociaux ;
- Les performances sont cumulatives et nettes de frais de gestion des OPCVM, sont basées sur une période de détention complète sans rééquilibrage et sont exprimées en € ;
- La performance du Fonds en Euros est nette de frais de gestion et hors prélèvements sociaux ; pour 2016 et 2017, la performance est celle du contrat *Optimum Placements Privilèges* (contrat *Optimum Rendements* avant 2016) ;
- Le *Fonds Optimum Actions Canada* a été créé le 1^{er} juin 2013.

Pour tout renseignement supplémentaire,
n'hésitez pas à nous contacter sur
ogf@optimumfrance.com

De plus, nous vous invitons à consulter
notre site Internet à l'adresse suivante :
www.optimumfinanciere.fr



OPTIMUM
Optimum Gestion Financière S.A.

20
ans